

Études internationales



VÉRON, Jacques. *Population et développement*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je?, no. 2842 », 1994, 128p.

Marie Guertin

Volume 26, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703470ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703470ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guertin, M. (1995). Compte rendu de [VÉRON, Jacques. *Population et développement*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je?, no. 2842 », 1994, 128p.] *Études internationales*, 26(2), 414–417.
<https://doi.org/10.7202/703470ar>

Loescher nous offre une réflexion beaucoup plus générale et, j'ajouterais, conventionnelle: la responsabilité première dans la gestion des réfugiés incombe aux États qui reçoivent les réfugiés (p.129), et les États les plus puissants devraient donner l'exemple d'une politique ferme mais généreuse. Ceci dit, Loescher suggère également que le régime international des réfugiés doit être modifié et renforcé, dans la mesure où il est la seule instance susceptible de gérer les mouvements transnationaux de population de façon efficace. Les solutions à la crise consistent donc à renforcer ce système, en clarifiant le mandat du Haut-Commissariat pour les Réfugiés et en lui accordant plus de ressources. Encore une fois, les États et les régions les plus riches et puissantes devraient accepter de faire un effort supplémentaire en ce sens.

Malgré ses limites analytiques importantes, l'ouvrage de Loescher apporte une contribution significative, non pas à la compréhension du phénomène des réfugiés en général, mais au sujet plus spécifique de la gestion internationale des réfugiés, notamment du point de vue historique. L'index et les sources bibliographiques en fin de volume peuvent être très utiles, le premier pour faciliter la lecture sélective de cet ouvrage et les secondes pour approfondir l'analyse de Loescher qui reste mince sous de nombreux aspects.

Hélène PELLERIN

Département de science politique
York University, Toronto

Population et développement.

VÉRON, Jacques. Paris, Presses
Universitaires de France, Coll.

«Que sais-je ?, no. 2842», 1994, 128p.

Population et développement sont deux questions majeures qui préoccupent au plus haut point Jacques Véron à propos du Tiers-Monde d'aujourd'hui et sa tâche s'annonce difficile, d'abord par le format restrictif du «Que sais-je ?», ensuite par l'abondante documentation scientifique à laquelle il se réfère et enfin par la multitude des thèmes et des sous-thèmes envisagés pour mener à bien cette étude. On comprendra dans ce cas que cette brève analyse ne porte attention qu'aux thèmes centraux et qu'aux idées directrices qui feront apparaître sans doute certains sous-thèmes. La méthode de l'ouvrage est empirique, car elle s'attache aux vérifications des théories, des statistiques, des faits et des situations: ainsi il y a beaucoup de tableaux, de figures, deux annexes et deux bibliographies, l'une parcourant le livre et l'autre le terminant. Cette méthode sert au but que poursuit l'auteur: évaluer l'apport des théories passées et récentes à la lumière de la réalité tiers-mondiste pour atteindre le «fond des choses». Sa thèse centrale consiste à dire que les théories démographiques, économiques et économétriques, malgré leurs mérites respectifs, lorsqu'elles sont passées au crible de l'expérience tiers-mondiste, ne correspondent pas vraiment au vécu de ces populations ou de ces pays. Elles sont dépassées parce qu'il n'existe pas de modèle simple généralisable et applicable à l'Asie, à l'Afrique ou à l'Amérique Latine. L'auteur refuse l'attitude facile de s'en prendre à la croissance démographi-

que comme étant la cause unique du mal développement. D'autres causes entrent en jeu, notamment les phénomènes agraires, sociaux, économiques, sanitaires, ruraux, urbains, nationaux ou internationaux. Le développement est complexe en soi et de nombreuses interdépendances et interactions favorisent ou gênent sa réussite. Nous avons affaire ici à une ré-évaluation des théories d'après les résultats pratiques.

Le chapitre I : «La croissance démographique en question» (7-25), traite de la population mondiale, estimée aujourd'hui à 5 milliards d'êtres humains dont la majeure partie appartient au Tiers-Monde. D'une part, les malthusiens P. Erlich, D. et D. Meadows et F. Ramade pensent qu'il y a «trop d'hommes et trop peu de nourriture», que «la croissance indéfinie est impossible dans un monde fini», ou encore, qu'une «catastrophe écologique découlera de l'explosion démographique». (14,15,17) D'autre part et au contraire, les anti-malthusiens J. Simon et E. Boserup croient «qu'il n'y a pas de «rareté absolue» d'un bien mais une «rareté relative» et que «l'excédent de population contribue au progrès économique». (14,16) Ce débat se prolonge chez les économètres et les démographes qui se demandent «si l'accroissement de la population est une manifestation d'un déséquilibre provisoire entre natalité et mortalité» ou bien «si c'est la chaîne de mortalité qui induit la baisse de natalité». (24-25) Ces idées servent de lame de fond au livre, même si celui-ci en fait souvent la critique.

Les quatre chapitres suivants permettent à M. Véron de nuancer les

théories évoquées au premier chapitre et de voir le développement sous d'autres perspectives, par l'analyse diversifiée de différentes interactions non moins importantes touchant directement à la vie des gens. Ainsi le chapitre II : «La sécurité alimentaire» (26-36), souligne les difficultés auxquelles ont à faire face les peuples du Tiers-Monde. Les thèmes de «l'agriculture, de la production alimentaire par tête, de la dépendance alimentaire, des paysans et la terre» sont étudiés de près. Car les problèmes de la faim et de la malnutrition demeurent aigus avec la mortalité infantile et les maladies infectieuses qui en résultent. Il faudrait une politique agricole suivie, diversifiée et rentable pour y remédier, de même qu'une amélioration des communications entre les campagnes et les villes pour faciliter l'échange et les marchés. L'établissement de stocks et d'approvisionnements en eau seraient choses primordiales. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud en particulier souffrent de sous-agriculture et de sous-alimentation. Une «révolution verte» est la condition d'un bon développement. Le chapitre III : Offre de travail illimitée et revenus» (37-50), aborde les thèmes de «la dynamique du marché du travail, du travail et du capital, des revenus et des inégalités». Les débats entre spécialistes abondent sur ce sujet : les uns se demandent si les populations trouveront du travail et un salaire suffisant, les autres pensent que la migration rurale vers les villes serait une solution, d'autres encore estiment que la croissance démographique aura un effet positif sur la capitalisation. M. Véron constate dans le Tiers-Monde un état de chômage alarmant, des salaires misérables,

l'exode rural vers les villes qui fait de nouveaux chômeurs, tandis qu'un paradoxe scandaleux apparaît : les enfants travaillent au lieu des adultes ! Mais ces pays sont anéantis par la dette extérieure ! C'est pourquoi il faudrait appuyer les efforts du PNUD en vue d'édifier un indicateur du développement humain d'origine pluri-dimensionnelle. Le chapitre IV : « Des menaces contre la santé » (51-60), traite de « l'état de santé des populations, de deux pandémies et de la santé comme un tout ». Ressort tristement le constat d'une population tiers-mondiste très menacée par les maladies infectieuses et parasitaires, comme par le paludisme et le sida, alors que les maladies dites bénignes en Occident sont également de graves causes de mortalité dans ces pays. Car il manque de médecins et de dispensaires dans les campagnes, alors que la pauvreté et la malnutrition contribuent aux maladies et aux mortalités. Il faudrait créer un système global de santé. Le chapitre V : « Les villes entre crise et progrès » (61-75), touche au phénomène de la croissance urbaine, à sa dynamique, à son développement et ses répercussions économiques et humaines. Croissance urbaine ne signifie pas croissance économique assurée et les mégapoles posent de sérieux problèmes aux populations, notamment à celles qui vivent dans des bidonvilles ! En un mot, notre idée de la ville et de l'urbanisation suscite, appliquée au Tiers-Monde, bien des mécomptes.

Les trois derniers chapitres illustrent davantage encore l'idée que se fait M. Véron du développement. Le chapitre VI : « Le développement durable » (76-90), porte essentiellement sur le développement et l'écologie.

Comme « le monde est fini » et « un pour tous », il faut prendre conscience des limites de la croissance économique et productive irrespectueuses de la nature. Les études du Club de Rome, puis du Congrès de Rio de Janeiro, celles des experts Durning, Commoner et de Mme Brundtland abondent dans ce sens, tandis que l'Agenda 21 de la CNUED a le mérite de proposer une approche multi-dimensionnelle. Le chapitre VII : « Une mobilité internationale croissante » (91-97), analyse le phénomène migratoire des populations du Sud vers le Nord, qui soulève un gros problème : continuera-t-on d'encourager ce flux migratoire sans se soucier d'apporter un réel développement au Tiers-Monde ? Le chapitre VIII : « Les systèmes de développement » (95-119), montre encore la variété des composantes démographiques, économiques, sociales, politiques, éducatives et sanitaires. Tous ces phénomènes sont liés. Il en va ainsi pour les facteurs climatiques et agricoles, le travail, le chômage, la paix, la guerre. Tous, en somme, pèsent lourd sur la qualité du développement. L'éducation manque beaucoup dans les régions rurales du Tiers-Monde et les femmes n'ont pas atteint un statut égal à celui des hommes. L'aide internationale est accordée selon les préférences des États du Nord et non selon le critère de la justice et du besoin des plus démunis. En conclusion, l'auteur lance un appel pour qu'on repense l'idée du développement d'une manière locale et globale, particulière et unitaire. Il faut des actions à court et moyen termes, mais également des actions à long terme. Miser sur la régulation des naissances, sans y joindre un ordre économique international qui

sorte de l'exclusion le Tiers-Monde, n'est une entreprise ni sérieuse, ni juste.

L'étude de M. Véron est à la fois rigoureuse, honnête et par-dessus tout, bien qu'elle cherche à retenir le plus possible des diverses théories des experts, elle veut tenir compte de la réalité tiers-mondiste. Car elle constate que les théories achoppent beaucoup sur le vécu des pays en développement, ce qui conduit l'auteur à suggérer, tout au long de son livre, la conception d'un «nouveau développement», qui serait à la fois un «développement pratique, social, durable et juste autant qu'humain». J. Véron touche ici au fond du problème. Nous sera-t-il permis de nous demander, cependant, pourquoi il a gardé le silence sur la responsabilité des gouvernements et de l'élite du Tiers-Monde? Car ils en ont une: celle de conduire leurs peuples à un mieux être et de chercher des solutions viables pour leurs pays. L'Occident ne peut pas tout faire, tout seul! En dépit de cette réserve, nous souhaitons de nombreux lecteurs au livre *Population et Développement*, qui vaut la peine d'être médité!

Marie GUERTIN

Philosophie politique et sociale
Université de Bordeaux III, France

DROIT INTERNATIONAL

La réforme des institutions internationales de protection des droits de l'homme.

UNIVERSITÉ DE LA LAGUNA. Bruxelles,
Établissements Émile Bruylant, 1993,
445p.

À quelques mois de la deuxième conférence mondiale sur les droits de

l'homme, l'Université de la Laguna – Ténérife – accueillait un important colloque sur «La réforme des institutions internationales de protection des droits de l'homme», dont les actes ont été publiés en 1993 par les Éditions Bruylant.

En dépit des améliorations qui ont été apportées au fil du temps à plusieurs conventions internationales, tant par la place accordée à de nouveaux droits que par l'aménagement des procédures de constatation et de sanction de leurs violations; malgré l'adoption de nouveaux textes, dont certains ont en partie comblé des vides préoccupants, il n'est pas douteux qu'une telle réforme paraisse souhaitable et dans certains cas indispensable. Les instruments et institutions internationaux ont en effet «pris de l'âge» et montré leurs limites face aux bouleversements intervenus au sein de la communauté internationale au cours du dernier quart de siècle; face à l'évolution des esprits et des comportements même s'ils n'excluent pas un fâcheux effet de mode. Tandis que certains problèmes paraissent résolus – ou passés de mode –, qui se posèrent en termes tout à la fois théoriques et concrets, tels les rapports entre le droit international humanitaire et les droits de l'homme, d'autres ne le sont pas encore. C'est vrai notamment du contenu et de la place qu'il conviendrait de faire aux «nouveaux droits de l'homme» et probablement plus encore de ceux du droit – ou du devoir – d'assistance humanitaire. Il est également légitime d'envisager d'améliorer les conditions dans lesquelles certaines institutions assurent la protection des droits de l'homme.